

MANIFESTE

Les actes impensables de brutalité commis sur Madame Lalao Rakotonirainy-Ravalomanana et sa bru à l'aéroport international d'Antananarivo Ivato, le vendredi 27 juillet 2012, sous les yeux de milliers de compatriotes et connus du monde entier grâce à la toile, nous interpellent. Le *Hetsika Marolafy* (Regroupement de Collectifs de citoyens) ne saurait garder le silence. Il s'associe aux mouvements, citoyens, personnalités, partis et autres qui ont exprimé leur indignation et condamné, sans appel, les concepteurs, auteurs et acteurs de ces actes de violation des droits humains au mépris de tout respect dû à une dame, une épouse ou une mère.

Ces actes ne sont plus le résultat d'une dérive mais sont révélateurs d'un mal plus profond. Ils confirment le choix délibéré d'une politique de répression : à la responsabilité pénale individuelle on substitue une responsabilité pénale collective, les actes de poursuite sont faits en invoquant les liens conjugaux, familiaux, villageois et autres. Cette option est illustrée, par les opérations dans Sud avec les assassinats de parents et amis de prévenus politiques en fuite, la destruction des villages de récalcitrants et de leur patrimoine; Madame Ravalomanana est frappée de l'ire de certaines autorités parce que épouse légitime de son mari !

Ces pratiques ont eu des précédents dans l'histoire avec Hitler, Staline, les nazis, les forces de répression de l'apartheid dans le massacre de Sharpeville ; de la même manière a commencé le processus de génocide au Rwanda ! Désormais l'impunité pour ces crimes n'est plus de mise en droit !

Dans notre propre histoire : le pouvoir colonial a commis les mêmes fautes en incendiant des villages des insurgés en 1947. !Dans le scandale présent hélas ce sont des Malagasy, des autorités publiques Malagasy qui en sont les concepteurs, auteurs et acteurs, osant agir ainsi contre leurs propres compatriotes! Ce n'est plus une simple violation des droits de l'homme, du droit international humanitaire. Nous voici en face d'un Etat défaillant (failed State) et non plus seulement voyou (rogue State).

Le silence devant ce scandale indiquerait une solidarité avec les responsables et les auteurs des ces forfaits. Où en sont la plupart des politiciens, les organisations confessionnelles et traditionnelles, les forces armées, les instances de médiation ? Le silence assourdissant est-il la rançon de la de la corruption ou de la peur de la terrible épreuve de la vérité ? Attend-on encore une solution providentielle ou l'extermination finale, la destruction de notre patrimoine pour dénoncer le scandale ?

Soyons lucides : la sortie de la crise ne peut se faire que dans la vérité, avec au premier rang le respect de l'Etat de Droit et des Droits de l'Homme. Le double langage, la règle de deux poids, deux mesures pérenniseront le malheur des Malagasy. Une diplomatie d'indifférence ou de mensonge est condamnée à plus ou moins long terme à l'échec !

Hetsika Marolafy (Regroupement de Collectifs de citoyens)

Antananarivo, 30 juillet 2012